



N° 2/2007

**Directeur de la publication :**  
Serge CONTOUR

**Rédactrice en chef :**  
Patricia ANNEVILLE

**Auteur de la publication :**  
Claire TALVARD

**Maquettage :** Yrida DOMINGO

**Flashage :** SCOOP

**Impression :** STPmultipress

**Vente et abonnements :** 47 34 42

**Prix du numéro :**

En Polynésie française : 700 F.CFP

Hors Polynésie française : 1 300 F.CFP

**Abonnement :**

En Polynésie française : 7 000 F.CFP

Hors Polynésie française : 14 200 F.CFP

**Dépôt légal :** Février 2007

ISSN 0293 - 2547

©ISPF 2007

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti

Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52

E-mail : ispf@ispf.pf / Site web : www.ispf.pf



INSTITUT  
STATISTIQUE  
DE LA  
POLYNÉSIE  
FRANÇAISE

**E**n 2006, la croissance mondiale a été forte malgré des tensions géopolitiques persistantes et une nette hausse des prix des matières premières.

*En Polynésie française, le déficit de la balance commerciale diminue légèrement, après les gros achats de 2005, masquant les mauvaises performances de la perliculture.*

*La consommation des ménages se maintient au regard du chiffre d'affaires des commerces.*

*La diminution du nombre d'offres d'emploi normal, conjuguée à une forte hausse du nombre de création d'entreprises, traduit des difficultés sur le marché du travail.*

*Dans le BTP, les différents indicateurs expriment une évolution contrastée.*

## Environnement international

Selon les prévisions du FMI, la croissance mondiale est restée soutenue en 2006, s'établissant à 5,1 %, après 4,9 % en 2005, et 5,3 % en 2004. Cette croissance a encore une fois été tirée par les pays émergents et en développement (7,3 % en moyenne) emmenés par la Chine et l'Inde. Les pays développés ont eu une croissance moins marquée (3,1 %).

L'activité américaine s'est ralentie en 2006, avec une progression du PIB estimée à un peu plus de 3 %, contre 4 % en 2005. Ce fléchissement s'explique par le retournement du marché immobilier, la remontée rapide des taux d'intérêts (de juin 2004 à août 2006), le niveau historique de l'endettement des ménages et la diminution du pouvoir d'achat suite à la hausse des prix de l'énergie. Cela n'a pas empêché la consommation des ménages de continuer à tenir l'économie (70 % du PIB). Le faible niveau du chômage, le niveau élevé des profits des entreprises, ainsi que la bonne tenue de la bourse en 2006 portent à croire que la consommation demeurera soutenue. D'autant plus que les prix de l'essence à la pompe ont diminué de plus de 40 % entre août et novembre, ce qui redonne un peu de pouvoir d'achat.

La croissance en 2006 a été forte dans la zone euro (2,6 %), soutenue principalement par l'Espagne (3,9 %) et l'Allemagne (2,7 %). L'Italie et la France ont connu des performances inférieures à la moyenne, avec respectivement +1,8 % et +2 % de croissance. La demande interne a été au cœur de la dynamique de croissance, principalement grâce aux investissements mais aussi aux dépenses publiques. Les exportations ont fortement progressé et les importations ont suivi ce mouvement, soutenues par la consommation des ménages et les besoins de l'industrie. En 2007, la situation devrait rester sensiblement identique, à savoir une demande interne qui reste robuste avec une croissance atteignant 2 %.

Au Japon, la croissance devrait atteindre 2,4 % au terme de l'exercice fiscal en cours se terminant fin mars 2007. Moteur de la croissance en 2006, les exportations ont bénéficié de la faiblesse du yen par rapport au dollar et à l'euro et ont progressé de 15,2 % entre janvier et octobre. La bonne tenue des exportations compense des faiblesses internes nettement visibles en fin d'année. La suppression de certains avantages fiscaux, la montée des prix de l'essence, et la stagnation des salaires ont pesé sur la consommation des ménages. Dans le même temps, les stocks des entreprises ont augmenté et leurs investissements en équipement diminué.

La croissance néo-zélandaise est en perte de vitesse (+0,9 % entre juin 2005 et juin 2006, contre une moyenne de 3,5 % depuis 2000), freinée par des hausses régulières du taux d'intérêt de base de la banque centrale qui s'efforce de contrôler l'inflation (3,2 %). La balance commerciale est déficitaire depuis 2002, handicapée par la vigueur du dollar néo-zélandais. Les exportations de produits laitiers et de viande ne devraient augmenter que de 1 % entre mars 2006 et mars 2007.

L'Australie continue d'afficher une très bonne santé économique, avec un taux moyen de croissance de 3,5 % depuis 1998. Le taux de chômage est au plus bas depuis 30 ans (4,8 %). La poursuite de la tendance sur 2007 est toutefois subordonnée aux résultats agricoles. Compte tenu de la sécheresse qui sévit actuellement sur le continent, la récolte de blé dont l'Australie est le troisième producteur mondial pourrait s'en ressentir. Ce mauvais résultat pourrait peser sur le dynamisme du commerce extérieur, ceci malgré le gros marché à l'exportation conclu avec la Chine où l'uranium australien va profiter d'un ambitieux programme de centrales nucléaires.

Désormais quatrième puissance économique mondiale, la Chine continue sa croissance (+10,5 % en 2006). Cependant, avec un commerce extérieur qui représente 70 % du PIB, elle est plus dépendante de la demande globale et plus exposée à un ralentissement américain.

## Commerce extérieur

Importations et exportations						
	Décembre			Cumul depuis janvier		
	2006	2005	Variation	2006	2005	Variation
Unité :	millions de F.CFP		%	millions de F.CFP		%
<b>Importations civiles (valeur CAF)</b>	<b>12 806,4</b>	<b>14 297,2</b>	<b>-10,4</b>	<b>155 422,8</b>	<b>163 614,7</b>	<b>-5,0</b>
dont :						
Biens d'équipement	2 424,1	2 577,6	-6,0	28 271,6	40 673,3	-30,5
Biens intermédiaires	2 684,4	2 895,9	-7,3	35 765,3	35 736,4	+0,1
Produits des industries agro-alimentaires	2 381,7	3 028,7	-21,4	28 208,1	28 641,9	-1,5
Biens de consommation	2 041,8	2 125,0	-3,9	25 600,9	25 044,8	+2,2
Produits énergétiques	1 758,6	1 702,7	+3,3	19 843,3	15 504,2	+28,0
<b>Exportations locales (valeur FAB)</b>	<b>982,1</b>	<b>1 497,3</b>	<b>-34,4</b>	<b>15 788,6</b>	<b>17 203,5</b>	<b>-8,2</b>
dont :						
Produits perliers (a)	553,8	1 093,4	-49,4	12 042,5	12 839,1	-6,2
dont : Perles de culture brutes	487,3	1 054,7	-53,8	10 943,4	12 155,9	-10,0
Nono	65,0	79,4	-18,1	1 160,9	1 424,3	-18,5
Poisson	55,2	36,2	+52,8	415,7	358,1	+16,1
Nacre	52,5	72,2	-27,3	395,1	394,8	+0,1
Vanille	28,1	31,0	-9,3	181,6	201,6	-9,9
Monoï	20,4	14,1	+44,3	191,3	163,8	+16,8

(a) : comprend les perles de culture brutes, les keshis, les demi-perles de culture brutes ou travaillées ou mabe, les autres perles de culture brutes ou travaillées et les ouvrages en perles fines ou de culture

Sources : Service des Douanes - ISPF (mise à jour 9 janvier 2007)

Pour l'année 2006, le déficit commercial de la Polynésie française s'élève à 139,6 milliards de F.CFP alors qu'il avait atteint 146,4 milliards en 2005, soit une légère baisse de 4,6 %. Les exportations polynésiennes couvrent 10,2 % des importations civiles contre un taux de 10,5 % en 2005.

Les hausses du prix du pétrole et des matières premières en 2006 ont surenchéri la valeur des importations. Celle-ci a toutefois été atténuée par l'appréciation du F.CFP vis-à-vis des principales devises. Inversement, cette évolution des changes est défavorable aux exportations.

La valeur totale des importations civiles en 2006 est en baisse de 5 % par rapport à 2005. Cette baisse est uniquement due aux nombreuses importations exceptionnelles de biens d'équipement en 2005 (avions, bateaux, etc., pour un total de 11,6 milliards de F.CFP). Hors importations exceptionnelles le montant des importations civiles aurait augmenté 1,1 % sur un an.

Parallèlement, après deux années consécutives de hausse, la valeur des exportations locales diminue en 2006. Ces évolutions suivent les ventes de perles (70 % de la valeur des exportations) qui repartent à la baisse en 2006. La Polynésie française a exporté 4,4 millions de perles brutes (-8,5 % par rapport à 2005), et le tonnage passe sous la barre des 8 tonnes (-8 %). Le poids moyen de la perle à l'export est stable à 1,7 gramme et le prix moyen au gramme est de 1 664 F.CFP. Bien qu'en légère diminution de 2 % par rapport à 2005, il reste au-dessus du seuil de rentabilité de 1 500 F.CFP.

Les ventes de nono sont en perte de vitesse (-18,5 %), après une très bonne année 2005. Les ventes de purée de nono (70 % de ces exportations) ont chuté tant en valeur (-27 %) qu'en volume (-41 %), malgré un

prix au kilo fixé à un niveau élevé depuis avril (275 F.CFP). L'absence de récolte à la fin du premier semestre 2006 a fortement pénalisé les ventes. Le prix moyen au kilo est passé de 183 F.CFP en 2005 à 263 F.CFP en 2006.

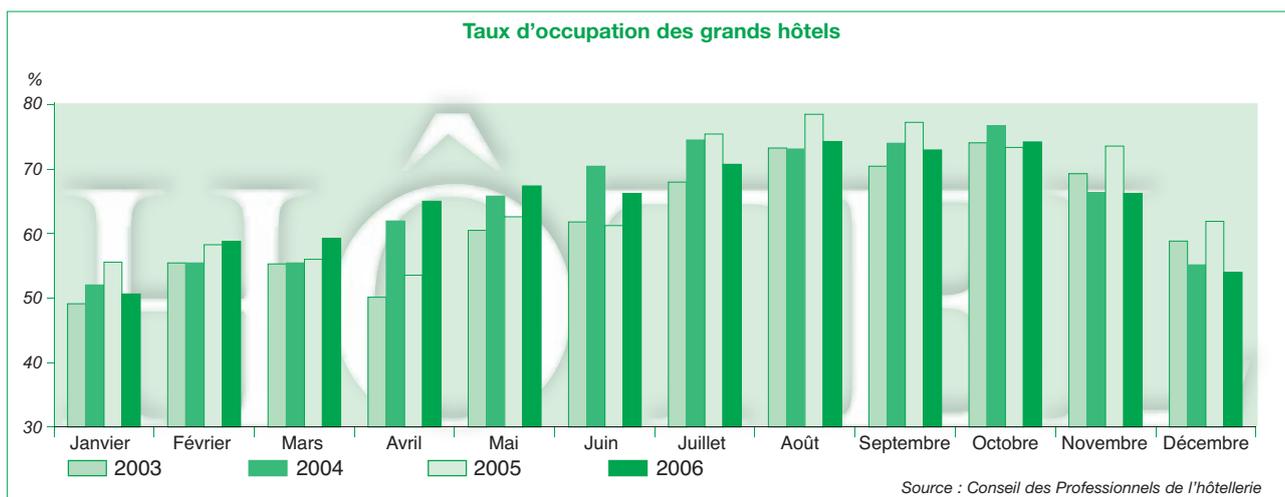
Pour la troisième année consécutive, les ventes de vanille de Tahiti sont en baisse (-4,4 % en volume). Le prix moyen pour 2006 descend sous le seuil des 20 000 F.CFP le kilo (-5,8 % sur un an).

Après quatre années de recul, les recettes du poisson à l'export sont en hausse de 16 %, et les volumes correspondants de 8%. Le prix moyen au kilo s'établit à un niveau record de 655 F.CFP (+7,5 % sur un an). La valeur des filets de thon congelés envoyés vers la France métropolitaine (40 % des exportations de poisson) est stable sur un an (+0,9 %), et celle des thons blancs ou germons frais ou réfrigérés (20 %) sont en nette hausse de 53 %.

Les recettes de la nacre à l'export sont stables entre 2005 et 2006, tandis que le volume correspondant baisse de 16 %. Le prix moyen au kilo s'en trouve renchéri de 20 %, à 165 F.CFP.

Les exportations de monoï ont dépassé les 260 tonnes (+9,5 % sur un an). Avec 190 millions de F.CFP récoltés (+16,8 % par rapport à 2005, +50 % par rapport à 1996), les recettes sont les meilleures depuis 1995. Le prix moyen augmente de 6,6 % sur un an, à un montant record de 733 F.CFP le kilo.

## Tourisme



En décembre 2006, le nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Tahiti-Faa'a<sup>1</sup> augmente de 2,8 % par rapport à décembre 2005. Sur la même période, l'offre de sièges diminue de 1,3 %. Ainsi le coefficient moyen de remplissage augmente de 3 points à 73,6 %.

Sur l'ensemble de l'année 2006, l'offre de sièges a augmenté de 7,3 %, et les ventes de 7 % (soit 338 930 passagers débarqués en 2006). Le coefficient moyen de remplissage est en très légère baisse à 68,2 % (68,7 % en 2005).

En décembre 2006, suite à l'ouverture de 3 hôtels, l'offre a progressé de 15 % (6 900 chambres supplémentaires). Parallèlement, le nombre de chambres vendues augmente plus faiblement de 7,2 % (1 950 chambres). Le coefficient moyen de remplissage se situe à 54 % (-7,8 points sur un an).

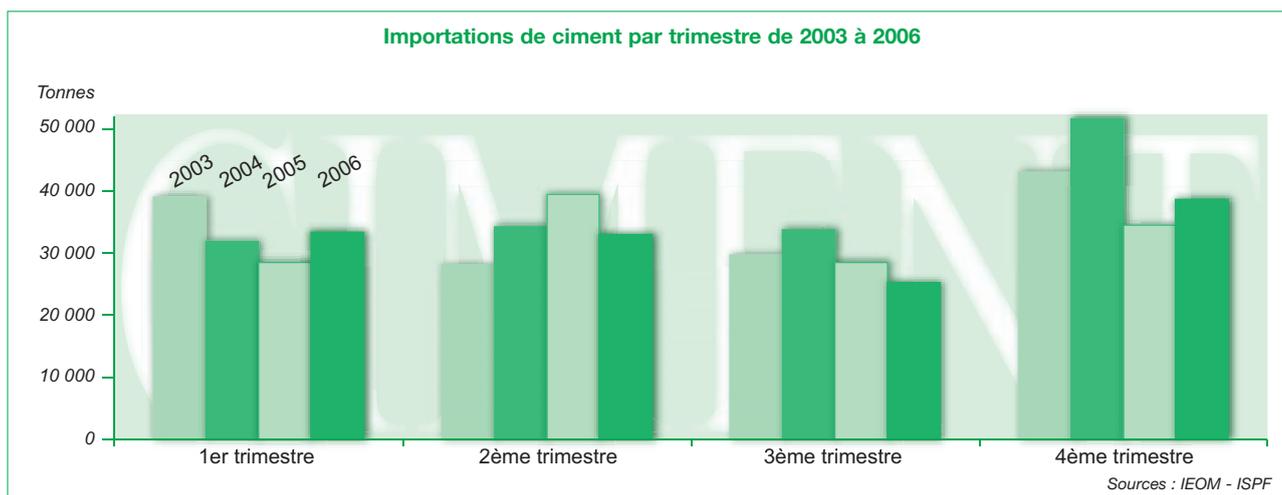
Pour l'ensemble de l'année 2006, l'offre a progressé de 1,5 % (+8 800 chambres), tandis que les ventes ont augmenté de 7,3 % (25 500 chambres). Le coefficient moyen de remplissage de ces hôtels pour l'année 2006 est de 64,7 %, soit 3,5 points de plus sur un an.

Les hôtels de Tahiti ont été occupés à 63,4 % (-7,3 points en glissement annuel), ceux de Bora-Bora à 63,2 % (-0,2 point), et ceux des autres îles à 60,8 % (+4,2 points). À Moorea, le nombre de chambres offertes

<sup>1</sup> Les statistiques de l'aviation civile permettent de connaître le nombre de passagers qui fréquentent l'aéroport international de Tahiti-Faa'a. Au regard d'une escale, le terme « passager » désigne toute personne qui embarque ou qui débarque. Aussi, pour éviter toute confusion dans les chiffres, précisons que notre étude ne concerne que les passagers qui embarquent à Tahiti-Faa'a.

a baissé de 31,6 %, avec la fermeture d'un hôtel pendant 10 mois. Conjugué à une diminution moins rapide des ventes (-14 %), le coefficient moyen de remplissage a grimpé de 17 points sur un an, à 80,6 %.

## Bâtiment - Travaux Publics



Au dernier trimestre 2006, 346 permis de construire ont été délivrés aux Îles Du Vent (hors Papeete), portant à 1 272 le nombre de permis de construire accordés en 2006, soit une hausse de 27,5 % sur un an. Les surfaces correspondantes ont diminué de 9,7 %, soit une surface moyenne par logement de 180 m<sup>2</sup> contre 260 m<sup>2</sup> en 2005. Cette évolution laisse supposer que les types de constructions ont évolué.

Le nombre de logements neufs délivrés en 2006 progresse de 3 % à 1 871 unités (un permis de construire peut comprendre plusieurs logements).

Parallèlement, 304 certificats de conformité ont été délivrés durant le dernier trimestre 2006, chiffre doublé par rapport à 2005. Le nombre total de logements déclarés conformes sur 2006 est de 986, soit une progression annuelle de 53 %.

Le montant des prêts octroyés par les banques augmente de 56 % en 2006 (14,3 milliards de F.CFP), bénéficiant de l'engouement pour les prêts à l'habitat bonifié. En revanche, les prêts pour aménagement ont rencontré moins de succès qu'en 2005 (-31 %, à 4,7 milliards de F.CFP).

Les importations civiles de ciment du dernier trimestre 2006 s'élèvent à 38 700 tonnes, soit 12 % de plus qu'à la même période en 2005. En 2006, 130 300 tonnes ont été importées (contre 131 000 en 2005).

Les dépenses publiques d'équipement liquidées (hors constructions scolaires) durant les trois premiers trimestres 2006 sont en baisse par rapport à la même période en 2005 (4 807 millions de F.CFP, soit -16,6 %). Les dépenses pour les infrastructures routières et aéroportuaires (50 % du total des dépenses), diminuent de 5,7 % (2 380 millions de F.CFP), et celles pour les infrastructures maritimes (33 % des dépenses) de 31 % (1 600 millions de F.CFP).

Quant aux dépenses pour des constructions scolaires, elles diminuent de 60 % en glissement annuel (220 millions de F.CFP).

## Entreprises

Après 5 mois consécutifs, où le nombre de créations nettes a atteint des niveaux particulièrement élevés (en moyenne 53 chaque mois, alors que la moyenne est en général inférieure à 30), le mois de décembre 2006 n'a enregistré que 7 créations nettes.

Le bilan 2006 du monde des entreprises demeure toutefois meilleur que celui de 2005, grâce à l'augmentation des créations (2 119 contre 2 001) et à la stagnation des radiations (1 736). Les créations nettes sont en augmentation, soit 383 nouvelles unités (265 en 2005).

Ce sont toujours les services qui contribuent le plus à ces créations nettes (à hauteur de 70 %), et plus particulièrement les services collectifs sociaux et personnels (25 % du total), L'immobilier, locations et services aux entreprises perd du terrain cette année (17 %, contre 28 % en 2005).

Les contributions des autres secteurs se sont rééquilibrées cette année, avec respectivement 9 %, 10 %, et 11 % du total des créations nettes pour l'industrie, la construction, et le commerce (contre -8 %, 22 %, et 18 % en 2005). Dans l'industrie, ce sont les industries manufacturières qui regroupent 85 % des créations nettes.

Parallèlement, le nombre d'entreprises personnelles qui se sont réinscrites (après une période d'inactivité), s'élève à 666 unités (contre 650 en 2005).

Ainsi, ce sont 1 049 nouvelles entités qui sont venues grossir le stock d'entreprises du secteur productif (Industrie-Construction-Commerce-Services). Elles représentent 40 % du stock total des entreprises ; les 60 % restant regroupent le secteur public, le secteur primaire, et les associations.

### Créations et radiations (champ ICS\*)

Unité :	Entreprises actives au 31/12/2006*	Décembre 2006		Taux moyen mensuel depuis janvier 2006	
		Créations	Radiations	Créations	Radiations
		nombre	nombre	%	%
Industries extractives	32	0	0	0,0	0,0
Industries manufacturières	2 971	19	26	0,8	0,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	25	2	0	7,4	0,0
Construction	3 169	26	13	0,8	0,7
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques	4 960	24	26	0,8	0,7
Hôtels et restaurants	1 554	11	13	0,7	0,7
Transports et communications	994	5	17	0,7	0,3
Activités financières	139	2	1	1,3	0,0
Immobilier, locations et services aux entreprises	2 483	35	21	0,9	0,7
Éducation	506	2	9	1,0	0,9
Santé et action sociale	979	5	9	1,3	0,5
Services collectifs, sociaux et personnels	1 886	32	21	0,9	0,9
<b>TOTAL champ ICS</b>	<b>19 698</b>	<b>163</b>	<b>156</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>

\* : entreprises comprenant au moins une personne.

Source : ISPF - RTE

\* : Note explicative sur le champ ICS

Le champ ICS (Industrie-Construction-Commerce-Services) comprend l'ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services.

## Consommation des ménages

### Chiffres d'affaires des commerces de détail\*

Unité :	2006	Troisième trimestre		Variation %
		2005		
		millions de F.CFP		
Commerce et réparation automobile	9 571,5	9 854,1		-2,9
Commerce de détail en magasin non spécialisé	18 015,3	17 324,2		+4,0
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	185,3	157,8		+17,4
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie	2 473,8	2 321,1		+6,6
Autre commerce de détail en magasin spécialisé	9 445,4	9 599,3		-1,6
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin et commerce de détail hors magasin	464,8	482,4		-3,7
Réparation d'articles personnels et domestiques	102,9	99,6		+3,3
<b>Ensemble</b>	<b>40 259,1</b>	<b>39 838,7</b>		<b>+1,1</b>

\* : chiffre d'affaires limité aux opérations imposables  
- données provisoires mises à jour en novembre 2006

Sources : Service des Contributions Directes - ISPF (déclarations de TVA)

Au troisième trimestre 2006, le chiffre d'affaires des commerces de détail s'établit à 40 260 millions de F.CFP, soit une progression de 1,1 % par rapport au troisième trimestre 2005.

Les activités de commerce de détail en magasin non spécialisé tirent l'ensemble des résultats à la hausse, avec un chiffre d'affaires qui augmente de 690 millions de F.CFP (+4 % en glissement annuel). Ce sont les supermarchés (+15,6 %), les commerces d'alimentation générale (+11 %), et dans une moindre mesure, les supérettes (+5,2 %), qui affichent les meilleurs résultats, contrairement aux hypermarchés dont les résultats sont en baisse de 5 % par rapport au troisième trimestre 2005.

Les commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie ont augmenté leur chiffre d'affaires du troisième trimestre de 152,7 millions de F.CFP (+6,6 %) par rapport à 2005. Les pharmacies représentent 95 % du chiffre d'affaires de ce poste.

Les commerces de détail alimentaire en magasin spécialisé ont augmenté leur chiffre d'affaires de 17,4 % (soit +27,5 millions en glissement annuel), essentiellement grâce aux commerces de détail de viandes et produits à base de viande (+4,6 %) qui ont généré 24 % du chiffre d'affaires total.

Avec un chiffre d'affaires régulièrement proche des 100 millions de F.CFP, les commerces de réparation d'articles personnels et domestiques ont gagné 3,3 millions de F.CFP supplémentaires par rapport à 2005.

Les chiffres d'affaires des autres activités de commerce sont orientés à la baisse.

Les commerces et réparation automobile affichent un manque à gagner de 280 millions de F.CFP par rapport à 2005 (-2,9 %). Le nombre de véhicules neufs vendus au cours des trois premiers trimestres est en baisse de 5 % par rapport à 2005 (à 5 460 véhicules).

Les autres commerces de détail en magasin spécialisé ont eux aussi fait de moins bons résultats avec une baisse de 1,6 % de leur chiffre d'affaires (-150 millions de F.CFP). Si les commerces de détail d'habillement (18 % du poste) réussissent à maintenir leur chiffre d'affaires sur un an (+0,5 %), les commerce de détail d'appareils électroménagers, de radio et de télévision (15,4 %) connaissent une moins bonne conjoncture en 2006 (-10,4 %) ; tout comme les commerces de détail divers en magasin spécialisé (15 %) avec une baisse de 3,4 % de leur chiffre d'affaires.

## Indice des prix

Indice des prix à la consommation					
	Décembre		Sur 1 mois	Variation Depuis le 1er janvier	Glissement sur 12 mois
	2006	2005			
Unité :	valeur	valeur	%	%	%
<b>Indice général</b>	<b>105,8</b>	<b>103,3</b>	<b>+0,8</b>	<b>+2,4</b>	<b>+2,4</b>
Alimentation	110,4	107,5	-0,1	+2,6	+2,6
Produits manufacturés	101,2	99,0	+0,2	+2,2	+2,2
Services	107,5	104,9	+2,0	+2,4	+2,4

Source : ISPF - Indice des prix (Base 100 août 2003)

L'indice des prix à la consommation progresse de 0,8 % en décembre 2006, essentiellement sous l'influence des services (+2 %) et des produits manufacturés (+0,2 %). La baisse de 0,1 % des prix des produits alimentaires atténue légèrement cette hausse. En 2006 l'inflation s'élève à +2,4 %, un résultat comparable à celui de 2005 (+2,3 %).

La baisse des prix des produits alimentaires intervient durant le mois des festivités de fin d'année après 7 mois de hausses consécutives. Celle-ci est étroitement liée à la baisse des prix des produits carnés : -1,2 % pour les produits de la pêche, -0,5 % pour les viandes de boucherie, -0,2 % pour les volailles, lapins et gibiers. La baisse des prix des boissons alcoolisées (-0,4 %) accentue ce phénomène. A contrario, les prix des légumes et des fruits progressent respectivement de 0,4 % et 0,5 %.

L'augmentation des prix des produits manufacturés est de 0,2 % qu'il s'agisse de l'habillement et des articles textiles ou des autres produits manufacturés. Bien que la plupart des postes de dépense restent stables, les prix des véhicules s'accroissent de 0,7 % et ceux des articles de toilette et de soin de 1,4 %.

Les prix des autres articles de loisir (poste auquel appartiennent les jouets) baissent quant à eux de 0,8 %. Les tarifs des services s'accroissent de 2 %, essentiellement sous l'impulsion des transports publics (+13,1 %) et des loyers (+1,7 %). Cette tendance à la hausse est assez générale sur l'ensemble des services et l'approche de la nouvelle année engendre quelques modifications des grilles tarifaires. Ainsi, les tarifs des spectacles augmentent de 1,6 % et les tarifs des hôtels, restaurants, cantines de 0,1 %.

## Emploi et marché du travail

### Demandes et offres d'emploi recensées par le SEFI, Service de l'Emploi

	A n n é e		Variation
	2006	2005	2006 / 2005
Unité :	Nombre	Nombre	%
Demandeurs d'emploi non satisfaits en fin de mois (au 31 décembre 2006)	5 029	3 746	34,2
Demandes d'emploi enregistrées en cours de l'année	21 289	19 291	10,4
dont primo-demandeurs d'emploi	7 110	7 177	-0,9
Offres d'emploi de toutes natures enregistrées au cours de l'année *	7 762	8 547	-9,2
dont offres d'emploi normal	3 414	3 788	-9,9
dont offres d'emploi aidé (secteur marchand)	2 468	1 542	60,1
dont offres d'insertion (secteur non marchand)	1 880	3 217	-41,6

\* hors offres de stages de formation

Source : SEFI

En 2006, le SEFI (Service de l'Emploi, de la formation et de l'Insertion professionnelle) a présenté 3 414 offres d'emploi normal, soit 10 % de moins qu'en 2005. Quant aux demandeurs, ils sont 10 % de plus à s'être inscrits (21 289 inscriptions) ; l'augmentation des demandes non satisfaites en fin d'année traduit les difficultés des demandeurs à trouver un emploi rapidement.

Le ratio demandes-offres se dégrade, et s'élève à 1,9 demandeur d'emploi pour un poste proposé (contre 1,5 en moyenne depuis 1999).

Toujours premier contributeur à l'emploi, le secteur de la construction a offert 600 postes (1/3 de moins qu'en 2005), soit 18 % de l'ensemble des offres. Le secteur du commerce s'est maintenu avec 527 offres (-0,5 %). Les transports et communications ont proposé deux fois plus de postes qu'en 2005 (396 en 2006). La pêche-aquaculture propose 8 % des offres (265 postes), soit une progression de 73 % sur un an.

Le nombre de postes offerts aux titulaires d'un CAP ou d'un BEP (30 % des offres) diminue de 9 % sur un an. Les offres d'emploi s'adressant aux bacheliers et aux hauts diplômés augmentent au fil des ans, au détriment des postes pour les personnes non diplômées.

Les contrats à durée indéterminée sont en augmentation de 10 % sur un an (1 665 contrats), tandis que les contrats à durée déterminée diminuent de 21 % (1 709 contrats), ne représentant plus que la moitié des contrats offerts (contre 57 % en 2005).

Les inscriptions de demandeurs augmentent de 10 % sur un an, soit 21 300 inscriptions (un demandeur pouvant s'inscrire plusieurs fois à des périodes différentes dans l'année). Les non diplômés sont toujours les plus nombreux (1/3 des inscrits). Un quart des demandeurs possèdent un CAP/BEP, 16 % sont bacheliers et 6 % sont diplômés de l'enseignement supérieur.

Parmi les demandeurs diplômés, 19 % ont une formation générale, 10 % un diplôme dans l'« économie, comptabilité, gestion, finances », 5 % dans la construction, 5 % dans l'« hôtellerie, restauration, tourisme », et 4 % dans le secrétariat.

La durée moyenne d'inscription au SEFI demeure inférieure à 3 mois et 54 % des demandeurs inscrits au SEFI en 2006 ont moins de 2 ans d'expérience.

# repères

## Indicateurs du budget territorial

	Cumul depuis janvier		Taux de réalisation par rapport aux prévisions budgétaires	
	Décembre		Décembre	
	Variation			
	2006	2006 / 2005	2006	2005
<i>Unité :</i>	<i>millions de F.CFP</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<b>Impôts collectés</b>	<b>24 928</b>	<b>14,5</b>	<b>77,8</b>	<b>69,9</b>
Impôts sur les sociétés	11 158	3,7	54,4	51,9
Impôts sur les transactions	3 607	14,5	84,9	96,9
Autres taxes	10 162	29,4	139,2	109,4

Source : Service des Contributions

## Indicateurs monétaires

	Octobre		Cours moyen des changes	
	2006	2005	Décembre	
	<i>millions de F.CFP</i>		2006	2005
<i>Unité :</i>			<i>F.CFP</i>	
<b>Masse monétaire (M3)*</b>	<b>330 104</b>	<b>310 010</b>	Dollar US	90,42 100,75
dont : dépôts à vue	125 441	115 793	100 Yen	77,01 85,08
comptes sur livrets	72 448	77 516	Dollar AUS	71,02 74,71
dépôts à terme	107 356	81 838	Dollar NZ	62,71 69,86
			Euro	119,33 119,33
<b>Concours de caractère bancaire</b>	<b>402 185</b>	<b>366 552</b>	<b>Taux de base bancaire (01/12/2006)</b>	<b>7,6 %</b>

Sources : IEOM - Banque de Polynésie

## Indice et index

	Décembre	
	2006	2005
<b>Indice général des prix à la consommation</b> (Base 100 août 2003)	105,8	103,3
<b>Index BTP01</b> (Base 1 août 2001)	1,119	1,099
<b>Index TPP01</b> (Base 1 avril 2003)	1,080	1,043

Source : ISPF

# cadrages

<b>PIB 2003*</b> (millions F.CFP)	499 900	<b>Population estimée au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	256 200
<b>PIB par habitant 2003*</b> (F.CFP)	2 032 114	<b>Nombre de naissances 2005</b>	4 467
<b>SMIG horaire au 01/01/2006</b> (F.CFP)	775,15	<b>Nombre de décès 2005</b>	1 265
		<b>Taux de chômage</b>	
		<b>(recensement de novembre 2002)</b>	11,7 %

\* : Comptes semi-définitifs

Sources : ISPF - JOPF